

**Climat - One Planet Summit -
Climat Finance Day - Communiqué
du ministère de l'économie et des
finances**

(Paris, 11 décembre 2017)

Lundi 11 décembre a lieu à Bercy la 3e édition du «Climate Finance Day», à la veille du sommet international sur le climat «One Planet Summit». Autour de Bruno Le Maire et de Nicolas Hulot, cet événement mobilise les acteurs financiers pour accélérer le financement de la transition énergétique et l'adaptation au réchauffement climatique.

À la veille du sommet international sur le climat «One Planet Summit» voulu par le président de la République, le ministère de l'économie et des finances et Paris Europlace, avec son initiative Finance for Tomorrow, organisent la troisième édition du «Climate Finance Day». Cet événement réunit des représentants internationaux de haut niveau de l'industrie financière, des autorités de régulation et de supervision, ainsi que des banques publiques.

Le «Climate Finance Day» a pour objectif de faire avancer et de mobiliser les acteurs autour des initiatives les plus innovantes pour accélérer le financement de la transition énergétique et de l'adaptation au réchauffement climatique. Il fera le bilan de l'action climatique du secteur financier depuis la COP21. Il montrera des initiatives et des innovations récentes pour accélérer l'adoption de stratégies dynamiques à travers le monde.

Depuis la COP21, l'engagement du secteur financier français a permis à la Place de Paris de devenir un lieu incontournable de la finance verte, reconnu à l'international. Paris est désormais le second marché mondial en matière de Green bonds, contribuant à hauteur de 21% du stock d'obligations vertes émises.

Avant l'ouverture de cet événement, Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire et Delphine Gény-Stephann, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, installeront le conseil d'évaluation des obligations vertes présidé par Manuel Pulgar Vidal (avocat et fondateur de l'Association péruvienne pour le droit de l'environnement).

Pour Bruno le Maire, ministre de l'économie et des finances, «la lutte contre le changement climatique est un enjeu qui doit tous nous mobiliser : pouvoirs publics, citoyens, ONG mais aussi entreprises et acteurs de la finance. Le président de la République a souhaité que la France soit à la pointe de ce combat et le Sommet du 12 décembre sera une nouvelle preuve de cet engagement. La troisième édition du Climate Finance Day qui se tiendra la veille à Bercy sera l'occasion de préparer ce rendez-vous. Je veux mobiliser tous les acteurs concernés : représentants de l'industrie financière, émetteurs, autorités de régulation et de supervision, banques publiques de développement, organisations non gouvernementales et experts des politiques climatiques. L'objectif est clair : faire en sorte que le secteur financier contribue concrètement à la lutte contre le réchauffement climatique. Les outils sont nombreux : financement de projets, encouragement aux comportements responsables, soutien aux initiatives les plus innovantes. Le 11 décembre doit être l'occasion d'aller plus loin.»

Pour Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, «la lutte contre le changement climatique nécessite une mobilisation sans précédent de flux financiers publics et privés sur la planète, pour transformer nos systèmes énergétiques et agricoles, pour adapter nos infrastructures et nos villes aux conséquences du dérèglement climatique, pour restaurer enfin les écosystèmes et renforcer leur capacité de séquestration et de stockage du carbone. Cela demande d'investir plus et d'investir mieux qu'aujourd'hui, en orientant rapidement les financements vers des technologies de rupture et la massification des solutions existantes. Nous n'avons qu'un bref délai pour inverser la tendance des émissions de gaz à effet de serre. Le Climate Finance Day démontrera la capacité des acteurs financiers à se mobiliser dès aujourd'hui pour inventer demain»./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)